



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Grand débat

Question au Gouvernement n° 1577

Texte de la question

GRAND DÉBAT

M. le président. La parole est à M. Arnaud Viala.

M. Arnaud Viala. Monsieur le Premier ministre, pour une immense majorité de Français, il est urgent de sortir de ces semaines de crise qui abîment notre pacte social, notre économie, notre commerce, nos forces de l'ordre, nos villes, notre image. Je veux exprimer ici deux craintes, vous faire deux propositions et vous poser une question.

En Occitanie, vendredi dernier, 600 maires et élus locaux ont passé sept longues heures avec le Président de la République. J'y étais. Je crains que ces échanges techniques, souvent sans rapport direct avec les préoccupations quotidiennes des Français, ne les éloignent encore plus de leurs représentants. *(Exclamations sur les bancs du groupe LaREM.)*

Samedi, j'ai moi aussi débattu avec des Aveyronnais vêtus de leurs gilets jaunes. Leurs doléances portent sur leur bas niveau de vie, leurs petites retraites, leurs difficultés à se déplacer, l'avenir de leurs enfants, etc. Je vais vous les remettre, mais elles vont rejoindre des bennes de contributions qui vont se déverser sur vous. Comment ne pas redouter que votre gouvernement ne soit pas capable de les prendre en compte et que nous autres politiques soyons, tous confondus, taxés de ne pas entendre ces Français qui manifestent, ainsi que les autres qui se taisent ? (« *Eh oui !* » sur les bancs du groupe LR.)

Face à ces craintes, je veux vous faire deux suggestions.

La première : fixez à ce débat un jalon économique. Vos orientations ont conduit au blocage ; vous avez reculé, mais temporairement. Monsieur le Premier ministre, donnez aux Français les grandes lignes de vos propositions pour leur pouvoir d'achat et pour la justice fiscale et sociale.

La deuxième : fixez au débat un jalon politique. Les Français vous reprochent d'avoir brimé le Parlement depuis un an et demi et nourrissent une défiance terrible envers toutes nos institutions et notre démocratie. Monsieur le Premier ministre, dites-leur quels sont les contours de votre réponse politique à leurs insatisfactions.

Monsieur le Premier ministre, pouvez-vous fixer clairement ces deux caps devant notre Assemblée ? Ce faisant, vous n'enlèveriez rien à la liberté des échanges, mais vous leur éviteriez peut-être le piège de la construction technocratique et médiatique. *(Applaudissements sur les bancs du groupe LR.)*

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Édouard Philippe, Premier ministre. Monsieur le député, vous m'interrogez sur le grand débat dans lequel nous sommes engagés.

M. Thibault Bazin. Ce n'est pas un grand débat, c'est un grand oral !

M. Édouard Philippe, Premier ministre . Vous avez commencé votre question en relatant le long échange intervenu vendredi dans le Lot entre le Président de la République et 600 maires, échange qui a suivi celui, tout aussi long, intervenu en Normandie entre le Président de la République et 600 autres maires.

Peut-être ai-je mal saisi les termes de votre question.

M. Christian Jacob. C'est probable !

M. Édouard Philippe, Premier ministre. J'ai en effet cru comprendre - mais peut-être vouliez-vous dire autre chose ? - que vous affirmiez que ce que disaient les maires était déconnecté du quotidien des Français. (*Vives exclamations sur les bancs du groupe LR.- Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.*)

M. Pierre Cordier. Vous les avez méprisés, les maires !

M. Édouard Philippe, Premier ministre . Je me suis dit que si quelqu'un sur les bancs de la majorité avait dit exactement la même chose que vous, vous nous auriez reproché de mettre en cause ces élus ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM et sur plusieurs bancs du groupe MODEM.*)

M. Patrick Hetzel. Ce n'est pas ce qu'il a dit, vous le savez fort bien !

M. Édouard Philippe, Premier ministre . Je vais vous donner ma lecture de ce débat. J'ai, pour ma part, vu dans ces deux longs échanges entre le Président de la République et des maires un véritable dialogue. Les maires ont posé des questions sur tous les champs de leur action, de leur quotidien. Certaines concernent directement les Français, d'autres sont en effet techniques, parce que nous vivons dans une réalité qui est parfois extrêmement technique. Les maires le savent et ils en parlent. De grâce, monsieur le député, faisons autre chose que de nous renvoyer la balle sur le thème : « Les maires parlent-ils vraiment des questions des Français ? » (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM.*)

M. Christian Jacob. Et que faites-vous en ce moment ?

M. Édouard Philippe, Premier ministre . Il y a eu un bon dialogue entre le Président de la République et les maires. Réjouissons-nous en !

Mme Valérie Boyer. Ce n'était pas un dialogue !

M. Édouard Philippe, Premier ministre. Monsieur le député, vous me demandez quel est le cadre du débat dans lequel nous nous sommes engagés et comment nous voulons sortir de la crise que vous avez évoquée. La réponse du Président de la République et du Gouvernement comporte plusieurs volets.

D'abord, il y a des mesures relatives au pouvoir d'achat. Celles-ci ont été adoptées à la fin du mois de décembre. Nous sommes à la fin du mois de janvier : ce n'est pas si loin. Ne les oublions donc pas ; il s'agit tout de même d'un paquet global – si j'ose dire –, qui remet 10 milliards d'euros de pouvoir d'achat dans la poche des Français. (*Exclamations sur les bancs du groupe LR.*)

M. Sébastien Jumel. Ça ne suffit pas !

M. Édouard Philippe, Premier ministre. Cela n'est pas rien, vous en conviendrez ! C'est donc un élément important de réponse. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe LaREM.*)

D'ailleurs, et c'est tant mieux, un certain nombre d'organismes indépendants disent qu'il y aura une augmentation assez sensible du pouvoir d'achat des Français au cours de l'année 2019. Réjouissons-nous en !

Ensuite, il y a une réponse politique : le grand débat. Nous évoquons des sujets. Les Français dialoguent. Ils disent ce qu'ils veulent, ce qu'ils ne veulent pas. Ils le font dans un cadre qui a été posé par le Président de la République. Ils sont en train de s'approprier ce débat. Je pense que vous vous en réjouirez comme moi, parce que la multiplication des débats, organisés dans tout le territoire national, certains par les maires, d'autres par des citoyens,...

M. Sébastien Jumel. Par des collectifs En marche, oui !

M. Édouard Philippe, Premier ministreest l'occasion d'échanger et de dialoguer pour que nos concitoyens puissent dire quelque chose de leur réalité et de ce qu'ils souhaitent. C'est donc une excellente nouvelle. Nous sortirons de ce débat avec un ensemble de propositions. Ne me demandez pas de vous dire avant la fin du débat ce qu'elles seront ! (*Exclamations sur les bancs du groupe LR.*)

Tel est le cadre que nous avons fixé. Je fais confiance aux Français pour dire ce qu'ils souhaitent dans ce débat, comme je fais confiance aux maires pour participer, s'ils le veulent, à l'organisation des réunions.

M. Pierre Cordier. Les maires, vous les avez méprisés !

M. Édouard Philippe, Premier ministre . Toutefois, cela ne se limite pas aux maires, car toute une série d'organisations et d'associations, qui, à juste titre, revendiquent le statut de ce que l'on appelle parfois « corps intermédiaire » – bien que, pour ma part, je ne sois pas certain de la justesse de cette expression –, nous font part de leur souhait de participer à la construction des solutions. Eh bien, je leur réponds qu'ils y participeront d'autant mieux que nous participerons tous ensemble à l'organisation du débat. Tous ceux qui veulent participer à la définition des solutions sont donc les bienvenus dans le grand débat. C'est ensemble que nous allons dessiner la ligne évoquée par le Président de la République et construire les mesures qui seront mises en œuvre par le Gouvernement au terme du débat. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM et sur plusieurs bancs du groupe MODEM.*)

Données clés

Auteur : [M. Arnaud Viala](#)

Circonscription : Aveyron (3^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1577

Rubrique : État

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [24 janvier 2019](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [24 janvier 2019](#)